

Le point sur le 1^{er} mai pendant l'Occupation :

Alors que le régime de Vichy déclare en avril 1941 le 1er mai « fête du travail et de la concorde nationale » et que le maréchal Pétain déclare dans son discours de Commeny que « Le 1er mai a été, jusqu'ici, un symbole de division et de haine ; il sera désormais un symbole d'union et d'amitié parce qu'il sera la fête du travail et des travailleurs. » le premier mai demeure une journée de mobilisation et de manifestation, avec des fortunes diverses selon les années. La répression s'exerce fortement sur tous ceux qui expriment une volonté de manifester ou de cesser le travail, tant par les autorités allemandes (proclamation allemande du 20 juin 1940 interdisant manifestations et rassemblements) que par Vichy.

Les organisations de la Résistance actives dans le monde du travail donnent un caractère revendicatif et patriotique à la journée du 1er mai et sont en relation avec la France Libre pour populariser sur les ondes de la BBC leurs initiatives. Dans l'émission « Honneur et Patrie », des personnalités françaises du monde syndical ou politique mais aussi quelquefois britanniques s'adressent aux ouvriers comme le 1er mai 1941 lorsque Ernest Bevin ancien dirigeant des Trade-unions britannique et alors ministre du travail du gouvernement de Winston Churchill s'adresse à ses « camarades » ouvriers français en soulignant que « la France a toujours été à l'avant-garde dans la lutte pour l'internationalisme ». Le 2 mai 1942 Henri Hauck, délégué du travail de la France Libre, lit un manifeste de syndicalistes de la CGT et de la CFTC tandis que le Mouvement Ouvrier Français, créé au printemps de la même année, lance un appel à manifester « pour la France libérée dans une humanité affranchie ». En répondant à la demande exprimée par les dirigeants du mouvement Combat, le 30 avril, le général de Gaulle célèbre le 1er mai en ces termes « Fête nationale! Parce que, dans les pires drames de notre Histoire, c'est du peuple laborieux que se levèrent toujours les grandes vagues profondes dont la patrie sortit sauvée, libérée, renouvelée.» Il invite « à partir de 18 h 30, tous les Français, toutes les Françaises, passeront silencieusement et individuellement devant les statues de la République et devant les mairies de nos villes et de nos villages. ». En 1943, alors que l'accord du Perreux du 17 avril marque la réunification des deux tendances de la CGT, Georges Buisson au nom de la CGT et Marcel Poimboeuf de la CFTC s'adressent aux « Travailleurs et travailleuses de France». Les mouvements de Résistance font du 1er mai 1943 une « journée nationale de lutte contre la déportation » (i.e. contre le Service du travail Obligatoire) et appellent à une grève d'un quart d'heure accompagnée de manifestations. Le 22 avril 1944, Waldeck Rochet, délégué du PCF à Londres, reprenant l'appel du Conseil National de la Résistance appelle à cesser le travail le lundi 1er mai « de onze heures à midi, pour la liberté et l'indépendance de la France.» Enfin, le 28 avril 1944, Lucie Aubrac arrivée à Londres le 8 février, rappelle les journées précédentes du premiers mai dans Lyon occupé et conclut « Voici le 1er mai 1944, le dernier premier mai célébré sous l'oppression nazie ».

Sources :

TARTAKOWSKY Danielle, Les Manifestations de rue en France 1918-1968, Publications de la Sorbonne, 1997, 869 p.

CREMIEUX-BRILHAC, Jean-Louis, Les Voix de la Liberté - Ici Londres (1940-1944) La documentation Française, 1975.